

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/America-Latina-Les-processus-historiques-se-manifestent-par-vagues>

América Latina : « Les processus historiques se manifestent par vagues »

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 6 novembre 2019

Description :

América Latina : « Les processus historiques se manifestent par vagues »... Alvaro García Linera

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Alvaro García Linera est l'actuel vice-président de Bolivie. Homme clé d'Evo Morales et architecte de la stratégie socialiste du gouvernement, nous avons souhaité l'interroger à la veille d'élections générales qui ont lieu après 13 ans au pouvoir.

LVSL - **Nous souhaiterions débiter cet entretien avec une analyse du panorama politique actuel en Bolivie. Quel est le bilan du gouvernement par rapport aux promesses électorales des élections présidentielles de 2014 [trionphalement remportées par l'actuel président Evo Morales et son vice-président Alvaro García Linera ndlr] ? Pensez-vous que le terrain politique du MAS [Movimiento al socialismo, le parti au pouvoir depuis 2006] s'est réduit du fait de la progression de figures d'opposition comme Carlos Mesa ou Oscar Ortiz ?**

Alvaro García Linera - Chaque élection a ses particularités et il n'est pas possible que les mêmes scénarios se répètent. Aujourd'hui, les opposants ont des visages différents de ceux d'il y a 5 ans ou 10 ans. Cependant, le point commun entre ces forces d'opposition reste l'absence d'un projet étatique, économique et social alternatif ; c'est là où réside leur principale faiblesse. Au-delà de la nouveauté ou de l'ancienneté des visages, des sigles et de la rhétorique, la grande limite des forces conservatrices réside dans le fait qu'elles n'ont pu dépasser l'horizon qui prévaut aujourd'hui : celui de l'État plurinational [depuis la réforme constitutionnelle de 2009 menée par le MAS, la Bolivie est un État plurinational ndlr]. Elles n'ont pas de projet alternatif à celui d'un État qui articule classes populaires et classes dirigeantes. Elles n'ont pas de projet alternatif sur le plan de l'économie, qui permettrait le dépassement de l'État comme acteur clef de l'économie et de la redistribution des richesses. Elles n'ont pas non plus de propositions alternatives, à l'émancipation et à la responsabilisation des peuples indigènes dans la construction de l'État.

La politique et l'économie de cette dernière décennie reposent sur ces trois piliers ; ils n'ont pas de contrepartie aujourd'hui, et il n'existe pas de projet alternatif. En ce sens, nous sommes plus ou moins dans la même situation qu'il y a cinq ans. Il reste à voir comment s'exprime le soutien populaire en termes électoraux, mais nous avons confiance dans le fait que les bases fondamentales du projet et de la structure hégémonique de la plurinationalité vont se maintenir.

- **Pendant des années, une offensive idéologique et médiatique a été menée, ayant pour finalité le retour de l'Amérique latine dans la « longue nuit néolibérale » de laquelle elle était progressivement sortie dans les années 2000. Cependant, la victoire sans précédent d'Andrés Manuel López Obrador au Mexique, et le surprenant avantage obtenu par le *Frente de Todos* [le mouvement mené par Alberto Fernandez et Cristina Kirchner contre le président Mauricio Macri], à l'issue des primaires en Argentine, ont l'air de démontrer que cet inévitable retour au passé n'était rien de plus qu'une chimère. Comment voyez-vous le rôle de la Bolivie dans les nouvelles alliances régionales et la possibilité de reconstruire un nouveau bloc de pouvoir continental alternatif au néolibéralisme ?**

- On assiste curieusement à une sorte de coïncidence philosophique entre le discours de la fin de l'histoire, mis en avant par les courants libéraux des années 1980, et certains courants progressistes, qui évoquent la fin d'un « cycle » progressiste. Je parle de coïncidence car ces deux courants portent un regard téléologique sur l'histoire, comme si elle était fondée sur des lois qui se situent au-delà de l'action humaine. Les discours néolibéraux et ceux qui évoquent la « fin d'un cycle » ont malheureusement coïncidé ; mais l'histoire a montré qu'elle n'évolue pas en fonction de lois, qu'il n'est aucune téléologie à l'oeuvre. En réalité, c'est dans l'histoire même que réside la contingence, le renouveau, l'imprévisible et les probabilités.

Ainsi, au moment même où certains criaient à la fin du cycle des gauches et annonçaient une nouvelle ère conservatrice, on assistait aux victoires électorales du Mexique. Ceux-là ont alors répondu qu'il s'agissait d'un dernier sursaut avant la fin du cycle des gauches. Puis s'est produit la victoire des progressistes lors des primaires en Argentine. Nous souhaitons que cela se passe aussi en Bolivie et en Uruguay.

Ce que ces approches fantaisistes de la réalité ne prennent pas en compte, c'est que les processus historiques ne suivent pas des cycles ni des « lois » indépendantes de l'action humaine. Les processus historiques se manifestent par vagues. Face au concept de « fin de cycle », je propose celui de « vagues ». Les actions collectives et les luttes sociales se manifestent sous la forme de vague. Elles se mettent en marche, avancent, triomphent, arrivent au sommet, puis s'arrêtent, reculent, mais elles peuvent ensuite se remettre en marche avec une autre vague, et encore une troisième vague, etc.

Je pense donc que nous sommes en train d'assister - nous allons pouvoir le vérifier à la fin de ce mois d'octobre - à une nouvelle vague de processus progressistes dans un monde et une Amérique latine à la recherche de solutions, d'alternatives à l'inégalité, à la misère et à l'exploitation. C'est la raison pour laquelle je propose cette logique de « vagues », où le moteur de l'action se situe chez les personnes, et non dans des processus basés sur des « lois » que personne ne comprend.

Le deuxième problème de cette lecture en termes de « fin de cycle » est qu'elle conçoit les victoires conservatrices et le retour du néolibéralisme comme le début d'un long cycle qui pourrait durer une ou deux décennies. Les choses ne sont pas ainsi. Le grand problème de ce néolibéralisme 2.0, c'est qu'il n'accouche d'aucun projet de société. Il consiste avant tout en une action de vengeance, une manifestation de dégoût [à l'égard des processus progressistes] et une volonté de règlement de comptes. Ce n'est pas un projet qui provoque de l'enthousiasme : il interpelle seulement des émotions négatives dans le but de trouver des coupables aux problèmes et de les régler par des réponses démagogiques. Cela ne peut fonctionner qu'à court terme. On ne peut pas construire une hégémonie de longue durée, une acceptation morale des gouvernés par les gouvernants, avec pour seules bases la haine et la rancune. C'est pour cette raison que ce néolibéralisme 2.0 n'a pas d'avenir sur le long terme. Ses possibilités sont très limitées parce qu'il n'a pas réussi à créer une nouvelle proposition alternative de mode de vie et de société.

Il a été capable de le faire dans les années 1980, ce fut là sa force. Tandis que leurs adversaires cherchaient à conserver ce qui existait, les néolibéraux ont dit : « nous allons changer le monde de cette façon : libres entreprises, globalisation et économie de libre-échange ». C'était une proposition de mode de vie et de société qui a su provoquer l'enthousiasme, l'adhésion, et le consensus actif des secteurs subalternes des classes populaires. Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas.

De plus, ce néolibéralisme 2.0 survient à un moment où le monde entier constate l'effondrement de la croyance en la fin de l'histoire basée sur des préceptes néolibéraux. L'Angleterre et les États-Unis, porte-drapeaux du libre-marché il y a trente ans, sont aujourd'hui devenus protectionnistes. L'économie planifiée de la Chine, avec un parti unique, est aujourd'hui le porte-drapeau du libre-échange. Les communistes sont devenus les libre-échangistes, et les partisans du libre-échange et de la démocratie libérale sont en train de devenir protectionnistes : c'est le monde à l'envers.

Ainsi, la proposition néolibérale n'est plus attractive, et ses modèles ne sont plus idéaux : l'Angleterre et les États-Unis, qui étaient vus comme un horizon à conquérir, se situent aujourd'hui à contre-courant. Dans ce scénario de chaos généralisé, d'effondrement du récit globalisateur néolibéral, les projets libéraux mis en place dans quelques pays ne possèdent plus l'éclat, la force, la conviction et l'intégrité d'antan. Ils n'arrivent plus à capter l'enthousiasme des gens.

Les classes aisées peuvent mettre des années à se venger des classes moyennes et populaires et à régler leurs comptes, mais elles ne pourront jamais emporter l'esprit collectif de la société sur le long terme. C'est pour cette

raison que ce sont des projets de court terme, et qu'ils finissent par être confrontés à de nouvelles vagues de mal-être populaire, car ces projets génèrent une pauvreté généralisée.

- Le projet du MAS a combiné plusieurs dimensions de la politique révolutionnaire : la gestion de l'État, la lutte politique contre l'opposition, la prise en compte et la réponse aux demandes des mouvements sociaux. D'après vous, quels sont les principaux centres de gravité du pouvoir politique au sein du MAS, et quels sont les enjeux clefs qui se présentent au gouvernement d'Evo Morales ?

- Un des divers enseignements que l'on peut tirer de l'expérience bolivienne repose sur le fait qu'on ne construit pas un gouvernement ni une stabilité sociale et politique en se fondant uniquement sur la force parlementaire. Le gouvernement et la stabilité sociale et politique se construisent par l'action collective, la présence dans la rue. Il s'agit d'un point décisif.

Les deux piliers de la forme de gouvernement que nous avons construite sont les suivants : une majorité parlementaire doublée d'une majorité sociale dans la rue. L'action collective dans la rue est un élément clef pour comprendre les nouvelles formes de démocratisation. Le second pilier consiste dans l'articulation complexe et flexible des organisations sociales au sein des structures de pouvoir et de décision. Les syndicats, corporations, confédérations, mouvements paysans, indigènes, juntas d'action communale, forment une structure de pouvoir dans l'État.

Cette articulation est flexible : parfois ces organisations se retirent, puis décident de se réincorporer au sein de l'État. La structure du gouvernement bolivien consiste dans une confédération flexible d'organisations sociales. Le MAS n'est pas vraiment un parti, mais plutôt une organisation fluide et souple, fruit de la négociation entre organisations sociales. C'est aussi quelque chose de nouveau dans les formes d'organisations collectives : les organisations sociales se font État, se font gouvernement, et donnent une autre dynamique au processus politique bolivien.

Quant aux défis, il y en a plusieurs. Le fait que le monde plébéien ait maintenant accès aux postes de pouvoir et de décision dans les parlements, les ministères, les mairies et les collectivités territoriales desquels il était en permanence exclu a créé un appétit pour la participation politique et la volonté de réaliser une forme de carrière : « je suis dirigeant ouvrier, et la prochaine étape est de devenir conseiller municipal, député, vice-ministre, ou ministre ». Je ne critique pas cette attitude, après 500 ans de marginalisation et de gestion publique aux mains d'une oligarchie d'à peine quelques familles, il s'agit d'un élargissement du droit d'être reconnu et de prendre des décisions.

Mais cela provoque un problème dans l'organisation sociale, car ce sont des militants, syndicalistes, paysans, ouvriers, indigènes, qui passent subitement d'une carrière syndicale ou sociale à la gestion de la politique étatique, délaissant ainsi leur domaine antérieur sans cadre politique. Cela se traduit par une dépolitisation lente et graduelle des structures sociales du pays. À moyen terme, ceci peut devenir compliqué.

Nous avons besoin d'une repolitisation permanente des secteurs sociaux. En Bolivie, tous les cinq ans, les députés, sénateurs, maires, conseillers municipaux et élus départementaux changent à 98 %. Autrement dit, tous les cinq ans il y a un renouvellement de 98 % des cadres politiques en moyenne. Cela se produit très rapidement, et l'on voit arriver de nouveaux visages au niveau des directions intermédiaires, encore et encore : cela produit des dirigeants avec moins de formation et moins d'expérience, une trajectoire moins importante, ce qui, avec le temps, pourrait fragiliser la structure organisationnelle des syndicats.

C'est pour moi l'un des risques qui nous impose, dans les cinq prochaines années, de soutenir les processus de repolitisation de la vie syndicale, de qualification des cadres dirigeants des syndicats, corporations et des communautés paysannes et indigènes. Ce serait un premier défi à relever.

- Vous avez confessé en 2017 l'envie de pouvoir libérer plus de temps pour vous consacrer à « l'objectif de former de nouveaux cadres socialistes ». Entre-temps, les circonstances ont exigé un nouveau mandat de votre part en tant que vice-président. On sait que cela reste néanmoins une des grandes orientations que vous avez en tête, et par la même occasion l'un des défis fondamentaux pour la survie à long terme du processus de changement. Quels seraient, d'après vous, les limites de cette tâche, et quel rôle peuvent tenir les organisations de jeunesse autour du Movimiento del Socialismo (comme La Resistencia, Generación Evo, Siglo XXI ou Columna Sur) dans ce processus et leurs branches internationales, leurs initiatives de jeunesse à l'échelle mondiale ?

- Ces organisations de jeunesse sont une de nos grandes réussites. Elles sont une force vitale qui enrichit et renouvelle sans cesse les idées et les leaders, il faut les encourager. Cependant, il est aussi nécessaire de renforcer la formation politique, idéologique et collective dans les constructions de direction, de formations d'opinions dans les syndicats ouvriers, dans les communautés rurales, dans le leadership de quartiers.

Comme le MÁS est fondamentalement une structure prolétarienne où ceux qui prennent les décisions appartiennent à ces secteurs sociaux, c'est principalement là qu'il manque une organisation de formation de cadres. J'ai l'intention de créer une grande école de formation au cours des cinq prochaines années, avec autant de jeunes de ces différents secteurs, mais aussi des syndicalistes, des voisins, des travailleurs manuels et intellectuels. Ils recevront des cours intensifs et durables.

Il ne faut pas oublier que la première génération qui est entrée dans la structure de gouvernement du MÁS venait de deux versants. D'une part, de la vieille école de la gauche : ceux qui ont fondé les partis socialiste, communiste et la gauche partisane. D'autre part, de l'ancienne formation de cadres de la lutte syndicale : des manifestations, des blocages, des arrestations et des détentions du monde syndical. Ces deux versants ont été la pépinière qui a alimenté la première génération du gouvernement du MÁS.

Mais ce n'est plus le cas. Il n'y a plus de grandes manifestations et de blocages, et plus d'école pour former les cadres. La formation que donnait la gauche à ses cadres politiques au fil des décennies s'est aussi beaucoup affaiblie, c'est comme si le MÁS les avait absorbés, et ce militantisme, petit mais solide, n'a pas duré. Aujourd'hui, ce sont d'autres circonstances qui obligent à travailler sur ces deux aspects. D'abord avec la jeunesse, mais aussi avec les organisations sociales, dans une perspective de construction de nouveaux leaderships, idéologiquement réformés et politiquement bien préparés à la nouvelle bataille qui approche.

- Aujourd'hui en Bolivie, après des années d'intrusion nord-américaine dans le processus de changement, les nouveaux « plans Condor » paraissent indiquer l'orchestration d'une sorte de « révolutions de couleur » financée et encouragée depuis l'extérieur. La privatisation de certaines universités par l'opposition, les campagnes de désinformation autour de la Chiquitania, le retour de la violence adverse et les grèves ont mis en évidence cette tendance. Quels sont les mécanismes d'autodéfense démocratique dont peut se servir le peuple face à ce type de harcèlement idéologique et culturel ?

- En politique, les adversaires font tout leur possible pour nous affaiblir, sinon ils ne seraient pas des adversaires. Même si on ne les voit pas, ils le font.

De plus, je suis d'avis que quand quelqu'un lance un objet dur et solide sur un vase de verre, celui qui casse le vase de verre ne le fait pas grâce à la solidité de l'objet, mais grâce à la faiblesse du vase. Il faut construire un vase qui est durable, et qui résiste quand on lance un objet solide. C'est ainsi que j'imagine les processus révolutionnaires : il y aura toujours des attaques de part et d'autre. Des pays étrangers, des logiques impérialistes, il y en aura toujours. Je serais naïf si je n'anticipais pas toutes ces actions. Ainsi, il faut construire quelque chose qui sera en mesure de résister.

C'est ce que l'on a essayé de faire ces 13 dernières années, se débrouiller pour que le vase ne se casse pas, construire un vase qui n'est pas fragile face aux coups qu'il reçoit de l'extérieur. Il est évident que ces derniers temps, les forces conservatrices et l'intelligentsia planétaire - conservatrice elle aussi -, ont peaufiné leur stratégie. Ils utilisent aussi la culture et le sens commun pour construire un appui et une adhésion durables. C'est ce que faisait aussi la gauche qui tout au long de sa vie a été marginale, mais qui s'est employée à construire des idées-forces pour convertir les petites idées en horizons qui capturent des parties de l'imaginaire collectif. Dites-moi quelle influence vous avez sur le sens commun, et je vous dirai de quelle force politique vous disposez. La gauche s'est éloignée de ce travail. Nos débats théoriques, nos cours de formation, notre capacité à analyser la situation concrète visaient à figer les idées-forces qui peuvent irradier et capturer l'imaginaire des gens, l'ordre moral et la logique du monde. La droite le sait aussi, et c'est ce qu'elle essaie de faire, c'est pourquoi elle a changé. À la place des coups d'états, des dictatures, elle a compris que la bataille politique est une bataille pour des idées-forces, à travers le sens commun, pour l'ordre logique, moral, procédural et instrumental de la vie quotidienne des gens.

Ainsi, ils sont aujourd'hui plus sophistiqués, ce qui rend la bataille de la gauche d'autant plus compliquée, mais peu importe. Si je n'avais pas un adversaire intelligent en face, je deviendrais quelqu'un avec des limites évidentes. Ce sont les points forts de ton adversaire, ses stratégies, qui t'obligent à avoir des capacités pour pouvoir l'affronter et le vaincre.

Ces nouvelles tactiques de l'opposition ne me surprennent pas, on les attendait, elles étaient prévisibles, mais on doit les affronter avec de nouvelles stratégies et de nouvelles tactiques nous aussi, capables de contrecarrer l'assaut, et ramener du côté progressiste le regard général sur le monde et sur le futur. Ce que nous sommes en train de vivre est nouveau, mais ce n'est pas surprenant, cela fait partie du monde infini mais limité des possibilités qui peuvent arriver dans la lutte politique.

- En parlant précisément des stratégies futures et de comment répondre aux nouvelles manoeuvres de l'adversaire, nous voulions vous poser une question en lien avec les nouveaux défis liés aux réseaux sociaux et à l'émergence du cyberspace et de la domination d'internet. Les dernières élections brésiliennes ont démontré le tournant dangereux qui se joue dans cette nouvelle configuration. Après des années d'utopies optimistes, cet espace, que beaucoup décrivent comme paré d'une aura démocratique, s'est avéré être un terrain placé sous le contrôle d'une minorité d'entreprises multinationales et de pouvoirs globaux. Concrètement, aujourd'hui, ce sont les réseaux comme Facebook et Whatsapp qui utilisent massivement les bots, les appels téléphoniques, et qui sont le point de départ des campagnes d'intoxication massive de la sphère publique. Pour beaucoup de critiques, le manque de protection sur les réseaux de Bolivie s'est d'abord reflété dans la défaite du 21 février, puis dans la facilité avec laquelle les adversaires de l'Estado Plurinacional de Bolivia ont réussi à engager sur les réseaux sociaux une campagne de désinformation sur la Chiquitania. Est-ce que la période 2020-2025 sera aussi une période de domination des réseaux sociaux ? Le processus peut-il aussi rassembler des millions de personnes grâce aux réseaux sociaux ?

- Il est certain que les réseaux sociaux ont introduit une nouvelle plateforme dans l'espace politique, un nouveau support technique de construction de l'opinion publique. En matière de construction de l'opinion publique, il y a d'abord eu le face à face et les joutes oratoires qui remontent à des milliers d'années, puis est apparue l'imprimerie, jusqu'aux journaux, ensuite la radio, puis la télévision et enfin les réseaux sociaux.

Il y a donc cinq supports technologiques fondamentaux de communication et chacun possède sa complexité, ses caractéristiques, ses vertus, ses limites et ses formes de manipulation. C'est un élément nouveau qu'il est important de comprendre. Je ne fais pas partie de ceux qui croient que les réseaux sociaux peuvent réinventer le monde, ce n'est pas vrai. Évidemment, ils peuvent créer des imaginaires, comme le faisait la radio à son époque ou la télévision. Ils peuvent déformer la réalité comme le faisaient les journaux, la radio et la télévision. Ils peuvent renforcer certains préjugés sociaux comme l'ont fait les autres plateformes et supports technologiques. De même que pour tous ces médias, qui a le plus d'argent a le plus de pouvoir.

Ceux qui peuvent contrôler l'intelligence artificielle pour repérer vos couleurs préférées, votre film préféré et vous envoyer des messages avec vos couleurs préférées à l'heure à laquelle vous êtes disponible et vous passez le plus de temps sur le portable pour regarder vos messages, aura le plus de marges de manoeuvre. Le cas de l'entreprise *Cambridge Analytica* a démontré qu'il est facile de manipuler les réseaux avec un peu d'argent et un peu d'intelligence artificielle aux mains d'un certain nombre de personnes intelligentes qui savent construire ces mécanismes d'orientation de l'information.

Cependant, les réseaux ont besoin de s'appuyer un minimum sur la réalité pour rendre les choses crédibles, vraisemblable, ou au moins pour qu'elles génèrent des doutes. Elles ne peuvent pas inventer des choses extraordinaires, et l'intelligence artificielle ne peut pas manipuler les cerveaux de telle sorte qu'elle ferait changer d'avis radicalement quelqu'un d'un instant à l'autre. Ce n'est pas vrai. On disait la même chose de la télévision, « la boîte idiote ». Les gens ne sont pas stupides, nous ne sommes pas non plus des éponges sur lesquelles n'importe qui pourrait venir et laisser la marque qu'il veut. Les êtres humains ont toujours été des êtres de croyances, donc bien évidemment les réseaux sociaux sont un espace fantastique pour manipuler et réorienter ces dernières, mais elles doivent se fonder un minimum sur le terrain et sur la réalité pour être efficace. Elles nécessitent un encadrement matériel fondé sur la réalité qui permet que la manipulation et l'information soient efficaces.

Les réseaux sociaux jouent un rôle d'informateurs, et surtout un grand rôle de désinformateurs. Mais ils ne peuvent pas non plus créer un monde complètement manipulable et différent de celui que le citoyen vit tous les jours. Car ce dernier compare l'information qu'il vient de voir sur les réseaux sociaux avec ce qu'il vit quand il va acheter du pain, quand il monte dans le bus, quand il parle avec ses collègues de travail. En définitive, il ne retient que l'essentiel et ce qui correspond le plus à sa propre expérience.

Combien de personnes utilisent les réseaux sociaux ? 90 % des gens. Quels sont les médias crédibles ? La Télévision, la radio et les journaux. Les réseaux sociaux apparaissent en dernier. Donc, ne cédon pas à l'image d'êtres humains uniquement constitués d'os et de muscles, avec une tête creuse remplie par les réseaux sociaux. Ce n'est pas le cas, les êtres humains n'ont jamais été et ne seront jamais des êtres sans capacités de discernement ou d'esprit critique. Bien sûr que les réseaux aident et peuvent approfondir à diffuser un mensonge. Ils peuvent déformer les choses mais ils ne sont pas tout puissants : ils ne peuvent pas créer un monde virtuel éloigné du monde réel. Sont-ils efficaces ? Oui, en partie car ils sont liés à la réalité des gens, mais s'ils s'en éloignent ils ne servent à rien.

C'est ce que nous avons appris. Pour nous, c'est un média technologique comme a pu l'être l'imprimerie, la télévision ou la radio. Désormais, nous disposons d'un nouveau média avec de nouvelles règles et technologies, de nouvelles formes de construction de la volonté collective et de l'information, plus sophistiquées, plus compliquées, plus difficiles, mais cela fait partie du système que l'humanité a créé petit à petit depuis cinq mille ans. Ils jouent un rôle important, nous en sommes conscients et nous essayons d'y apparaître de plus en plus.

En ce qui concerne les manipulations de l'intelligence artificielle réalisées par certains gouvernements étrangers, entreprises ou partis ayant trop d'argent, il faut les contrecarrer avec l'utilisation de cette même intelligence artificielle pour y opposer une information plus véridique et vérifiable. Il faut lutter, car un nouveau monde s'est ouvert avec les réseaux sociaux, mais c'est un monde dont les règles du jeu et les tactiques d'occupation et d'affrontement ne sont pas si différentes de celles auxquelles Sun Tzu a fait face il y a 3 500 ans.

- Nous aimerions vous poser une question plus personnelle. Qui est Álvaro García Linera ? Vous avez été syndicaliste, soldat dans l'armée Túpac Katari, professeur et vice-président. Comment a évolué votre trajectoire politique ? Quelles références intellectuelles d'Europe et d'Amérique Latine se cachent derrière Álvaro García Linera ?

- Depuis l'adolescence je suis socialiste et communiste. Je suis un homme qui sait qu'il vaut la peine de vivre en essayant de transformer les conditions de vie des personnes en vue d'améliorer l'égalité, la justice et la liberté. Tout le reste n'est qu'éléments, outils temporaires et contingents servant ces objectifs qui définissent le communisme et le socialisme.

De mon point de vue, le socialisme et le communisme n'impliquent pas de militer pour un parti mais de militer pour la société. Dans le cas bolivien, on ne peut pas être socialiste, on ne peut pas être communiste si on ne comprend pas la réalité, la justice, les rapports, les luttes, le mouvement ouvrier, le mouvement indigène et l'indianisme. En d'autres termes, on ne peut pas être communiste en Bolivie sans être en même temps indianiste.

Je suis quelqu'un qui essaie de constamment mélanger le débat contemporain, les luttes idéologiques et les avancées en sciences sociales. J'aime m'imprégner de savoir, mais il est clair qu'en même temps je ne peux pas comprendre, je ne peux pas rendre utile ce savoir comme dans un simple exercice de réflexion logique, de mots et d'idées. Cet exercice me semble trop simple. Je peux comprendre cet exercice d'idées, de concepts, d'auteurs afin d'enrichir ma compréhension de ce qui se passe en Bolivie, sur le continent, dans le monde, et ce qui se passe dans la Bolivie indigène, non indigène, ouvrière, pauvre, des élites, des interventions, du colonialisme...

J'ai donc toujours été quelqu'un qui a mêlé ces idées et cherche à les articuler avec d'autres expériences du monde. Je crois que cette articulation idéologique et spirituelle prend son origine dans mon militantisme au collège. Je n'ai pas changé depuis. À certains moments il y a des auteurs qui m'ont davantage influencé, certaines actions politiques me semblant plus marquantes. Puis le temps passe et d'autres auteurs m'ont davantage attiré : leurs politiques me surprennent et m'enthousiasment. Cependant, il y a un fil conducteur qui est celui du militantisme socialiste, communiste et indianiste. Je crois qu'à ce niveau-là je n'ai pas changé et je ne changerai pas. Mais nous verrons bien ce que nous réserve le futur.

Iago Moreno et **Denis Rogatyuk** pour [LVSL](#)

Traduit de l'espagnol pour [LVSL](#) par : Marie Miqueu, Lou Plaza et Rachel Rudloff.

[LVSL](#), le 16 octobre 2019